



SABOTONS LEUR PROJETS !

Le pouvoir essaie d'élargir son emprise sur la rue

La ville change. Le quotidien des quartiers est à l'image de la vie et la survie de ses habitants. Les rapports dans les rues de Bruxelles n'échappent sans doute pas à la logique dominante de l'argent et du pouvoir. Mais ici et là, dans les fissures et les fentes, par ennui ou par ras-le-bol, des rencontres inattendues ou préméditées peuvent naître sans être dictées par les calculs du profit et de la récupération.

Le pouvoir essaie de les empêcher, il part sans cesse à la reconquête des rues. Le gouvernement et toutes ses institutions font preuve de grands efforts pour modeler la ville et la structurer : contrats de quartier, reconstruction de places et de rues, ouverture de pôles emploi, rénovation de quelques façades, promotion de l'idéologie de la propriété, multiplication des uniformes de tout poil (des mauves aux rouges, en passant par les gris et les bleus), augmentation des yeux de caméras pour nous espionner, développement de logements sociaux à acheter uniquement accessible à une classe moyenne laborieuse, etc. Les défenseurs du pouvoir parlent de « mixité sociale » et de « revalorisation », ce qui veut dire en fait attirer de nouveaux habitants qui diffusent une morale citoyenne (soumission aux institutions et éthique du travail) et donnent une « meilleu-

re » image du quartier, laissant sur le bas côté tout ceux qui ne rentrent pas dans leurs cases. C'est le même refrain que nous entendons depuis 150 ans pour mater les révoltes des quartiers populaires contre les riches et les puissants.

Ce n'est pas une coïncidence que parallèlement à ces efforts, des promoteurs immobiliers transforment des terrains vides, des ateliers et des dépôts en lofts et appartements de luxe pour tirer un maximum de profit. Cureghem est convoité pour sa proximité avec le centre, la gare du Midi et sa « vue sur le canal ». Les locataires aisés poussent les loyers à la hausse et les autres sont forcés de toujours plus s'entasser ou de déménager vers des contrées plus lointaines et plus isolées (Alost, Renaix, Charleroi...). Cette même dynamique a déjà agi dans plusieurs quartiers, comme autour de la rue Dansaert, le long du canal à Molenbeek ou dans le bas de Saint-Gilles.

Le pouvoir et ceux qui marchent à sa botte peuvent faire des calculs et dessiner des plans, mais leurs ambitions totalitaires ne deviennent pas réalité pour autant et tout ce qui est préparé sur leurs tables à dessin peut être saboté sur le terrain.

SOYONS INCONTRÔLABLES !

Nous ne voulons pas d'une vie construite sur le contrôle et le profit

Dans chaque numéro de Hors Service, nous reprenons une poignée d'une multitude d'actes de rébellion et de révolte. En général, l'Etat, ses médias et ses journalistes préfèrent ne pas trop ébruiter ces événements ou, plus encore, les déformer, les fausser et les mutiler pour que personne ne puisse s'y reconnaître. L'Etat ne veut inspirer personne dans de mauvaises intentions – mais nous si, et voilà la raison de ces colonnes.

Les nuisances et leurs responsables • Depuis un an, l'entreprise de parcs et jardins Marinx est installée à Sirault. Avec elle, l'entreprise a amené le bruit des camions et des grues. C'est dans ce contexte d'hostilités des riverains contre les nuisances que la maison de Geoffrey Marinx, le patron de l'entreprise, est partie en fumée. Précisons que la maison du patron était encore inhabitée, il comptait s'y installer dans un mois... A-t-il compris le message ?

Assurance bis • Cette fois-ci, il ne reste plus rien des bureaux de l'assurance ABC à Wemmel. Le feu a été bouté à plusieurs endroits vers 2h du matin. Le patron de cette entreprise se doutera bien qu'il s'agit là d'une vengeance de quelqu'un qui en a marre de se faire arnaquer par les assurances. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois, car il y a quelques mois, un cocktail Molotov avait été balancé contre la façade.

Camouflage vert • Les panneaux d'affichage officiel pour la construction d'un parc éolien à Beho ont été vandalisés à plusieurs reprises. L'Etat nous vend les éoliennes comme une soi-disant solution écologique au problème de l'énergie, mais la vraie question reste : pourquoi y-a-t-il besoin de tant d'énergie ? Pour faire tourner les usines toxiques, pour assurer le fonctionnement de l'économie capitaliste ? On se bat contre le capitalisme et contre toutes ses infrastructures, qu'elles soient prétendument vertes ou pas. Et en tout cas, les éoliennes constituent déjà une nuisance en elles-mêmes (bruit, dégradation du paysage, encore des friches sacrifiées sur l'autel de l'économie). Les enquêtes publiques des grands projets industriels ou étatiques sont alors une occasion pour les opposants de refuser et de saboter la mascarade démocratique que l'Etat orchestre afin d'imposer sa volonté et de faire avaler la pilule amère.

Attaquons les collabos • La construction de nouvelles prisons (c'est-à-dire, d'encre plus de places pour enfermer des gens et étouffer la question sociale à coups de renforcement sécuritaire et répressif) dépend aussi des entreprises qui les construisent. S'opposer à ces nouvelles prisons, c'est donc aussi mettre des bâtons dans les roues de ces entreprises collabos. Ainsi, le 10 novembre 2013, des inconnus ont cassé les vitres du Centre d'Etudes et de Recherches d'Architecture et d'Urbanisme (CERAU), situé sur l'Avenue des Courses 20 à Bruxelles. Ces architectes ont collaboré à la construction de la nouvelle prison de Marches-en-Famenne qui a ouvert ses portes début novembre. Pour une liste des collabos, regardez par exemple sur le site www.lacavale.be

Les gardiens et les directeurs de prison cloués au pilori

QUELQUE CHOSE QUI DÉRANGE

29 novembre 2013. C'est la dernière audience dans le procès de trois gardiens et de trois directeurs de prison. Ils doivent répondre aux accusations de coups et blessures, traitement dégradant et torture à l'encontre de Farid Bamouhammad, ce prisonnier qui ne s'incline pas devant l'horreur carcérale. Beaucoup de policiers présents sur la place devant le tribunal à Nivelles, et dedans, il y a des policiers postés dans chaque couloir et sur chaque étage. Car l'ordre doit être protégé, cet ordre social qui enferme et torture au nom de la Loi. A l'extérieur, des anarchistes et d'autres rebelles font un petit rassemblement. Une banderole « *La prison est une torture. Luttons avec rage et passion pour la vraie liberté* » est déployée, des tracts sont distribués aux passants. Quand la police interdit aux anarchistes l'accès au tribunal, des cris fusent : *Matons bourreaux, Courage Farid, Brique par brique, mur par mur, détruisons toutes les prisons*. La juge, le procureur et les avocats se fâchent, car on n'entend plus que l'écho de ceux qui se battent contre la prison. D'ailleurs, même en venant au tribunal, ils ont dû remarquer qu'une grande partie de Nivelles était recouverte de tags et de graffitis contre la prison. Espérons qu'ils ont senti un petit froid dans leur dos. Leur froid, c'est notre chaleur.

Pendant le procès, tout le monde a essayé de se décharger de sa responsabilité individuelle. Les gardiens (ou plutôt, leurs avocats) avouent qu'ils agissent peut-être de manière un peu brute (tabassages, entraves aux pieds et aux mains, jeter des prisonniers nus dans un cachot), mais que c'est la faute du système carcéral belge. Les directeurs (ou plutôt, leurs avocats) disent qu'ils ne peuvent pas tout contrôler, qu'ils reçoivent des directives et qu'ils les appliquent au mieux. La procureur insiste qu'il ne s'agit pas de faire le procès des prisons belges (elle a bien compris que c'est bien ça qui dérange!), suivant l'indignation à propos de ce procès que l'infâme Hans Meurisse, führer des prisons belges, a fait parvenir aux oreilles de la magistrature. Bien évidemment, personne n'est responsable, et celui qui dénonce les tabassages et l'horreur carcérale doit la boucler. En effet, le procureur a demandé l'acquittement des gardiens et 18 mois de prison à l'encontre de Farid pour insultes et menaces. Mais on l'a répété déjà maintes fois : *l'injustice a un nom et une adresse*.

Les basses manœuvres n'en sont pas restées là. Quelques jours avant le procès, Hans Meurisse décide qu'il faut appliquer à Farid le régime des entraves. A chaque fois qu'il sort de sa cellule (douche, téléphone, promenade, parler), on lui met ces entraves. En plus, Farid a été pris par surprise par des gardiens dans le cachot et il a reçu des coups de poings sans pouvoir se défendre. A l'heure de l'écriture de cet article, Farid est en grève de la faim et de la soif afin de mettre un terme à cette situation insupportable. Soulignons encore que toujours plus de prisonniers récalcitrants subissent des régimes spéciaux, que ce soit dans les modules d'enfer à Bruges ou à Lantin, dans les sections de sécurité renforcée comme à Ittre et Saint-Gilles. En plus, on assiste à la « nouvelle » politique de régimes individualisés afin de briser la résistance (isolement, supprimer les visites, entraves, vexations).

Ce procès et toute cette situation laissent effectivement voir que le monde pénitentiaire ne supporte pas la moindre critique. Des tabassages, il y en a tous les jours. Des mises en isolement, il y en a tous les jours. Des humiliations, c'est le quotidien dans les prisons. Et la privation de liberté, la pire torture qu'on peut infliger à un être humain, est l'essence même de la prison. Mais nous n'avons pas peur de lutter, nous sommes fiers de lutter côte à côte avec Farid et les autres prisonniers qui se révoltent. Et que l'administration sache que rien ne restera sans réponse, que la lutte saura mettre des bâtons dans les roues de la machine carcérale.



La rage des ouvriers et des ouvrières du Bangladesh

Les zones industrielles du Bangladesh, où se trouvent notamment des centaines d'usines textiles produisant des vêtements pour les plus grandes marques et chaînes du monde, révèlent l'atrocité du système capitaliste mondial. Il y a quelques mois, une tragédie a coûté la vie à plus de 1127 ouvriers et ouvrières quand une usine, produisant notamment pour H&M et Carrefour, s'est effondrée. Mais cela ne saurait nous faire oublier que des morts, il y en a tous les jours. Des tabassages et des humiliations dans ces zones franches, il y en a tous les jours. L'exploitation de la force de travail se fait 24h sur 24 pour répondre aux besoins des marchés.

En 2006, le Bangladesh entier s'était embrasé dans une révolte probablement sans précédent : des ouvriers et ouvrières en grève ont incendié des centaines d'usines et de fabriques, détruisant ce qui les détruit au quotidien. La répression a été sanglante et ensuite, le business s'est remis en route pour accélérer la production. Et comme la recherche du profit ne connaît pas de limites, comme les réserves de force de travail semblent inépuisables, toutes ces industries s'investissent dans une course vers le bas en ce qui concerne les conditions de travail, avec les tragédies qui en découlent. Depuis, les flambées insurrectionnelles sont récurrentes au Bangladesh. Sans plus de médiations, les ouvriers et ouvrières passent à l'attaque. Pas pour transformer les usines. Par pour les rendre plus humaines. Pas pour dialoguer avec les contremaîtres ou les directions. Non. Ils attaquent pour brûler ces bagnes industriels. Ils attaquent pour éliminer physiquement les chiens de garde et les maîtres. Comme il y a une semaine, le 29 novembre 2013, quand à Gazipur, suite à l'énième mort d'un ouvrier dans l'une des plus grandes usines textiles du Bangladesh employant plus de 18 000 personnes, les ouvriers ont mis le feu aux bâtiments. Dix étages de l'usine où étaient produits les vêtements de Marc & Spencer, Zara, Gap... ravagés par le feu purificateur.

Mais ce n'est pas seulement au Bangladesh que la vie d'ouvriers est sacrifiée sur l'autel du profit. Dans le port d'Anvers, les « accidents » se succèdent. A peine y avait-il

eu l'intoxication de dizaines d'ouvriers sur un site chimique, qu'une explosion accidentelle dans la raffinerie de Total a fait deux morts. Et cela, c'est sans compter les dizaines de « petites incidents de sécurité » par jour mutilant ou intoxiquant des ouvriers. En Italie, début décembre, un incendie nocturne ravage une usine textile à Prato, causant au moins cinq morts. Les ouvriers et ouvrières dormaient en effet sur place, dans des dortoirs. Au Brésil, la chute d'une grue sur le chantier d'un futur stade de foot, en construction pour accueillir le Mondial du Foot (n'oublions pas les nombreuses émeutes et affrontements dans les rues là-bas contre ce spectacle qui entraîne un important renforcement sécuritaire), cause la mort de deux ouvriers.

Les ouvriers et les ouvrières du Bangladesh n'ont besoin de la pitié de personne. Mais ils nous lancent aussi un défi et un avertissement : entre celui qui exploite et cautionne l'exploitation capitaliste et celui qui est exploité et se révolte, il ne peut qu'y avoir le feu. Des rapports incroyables et atroces nous relient avec le monde entier, un monde qui produit et progresse en exploitant, en empoisonnant, en tuant. Les rapports capitalistes nous tachent tous, sans exception, avec le sang des exploités. Notre quotidien se remplit de choses, entre vêtements et I-phones, entre bijoux et nourriture, qui ont coûté des vies humaines, et en plus, elles remplissent les poches de quelques millions de riches sur une planète peuplée par plus de six milliards de personnes. Alors là, il ne s'agit pas seulement de l'exploitation de nos heures de travail, ni du fossé entre riches et pauvres, il s'agit de l'éradication de l'âme même de l'homme, devenu rude, cynique, abruti et aveugle. La question n'est donc pas de s'indigner un peu pour les pauvres Bangladais, ni de se contenter de ne pas acheter certaines marques en se leurrant comme quoi les produits capitalistes ne seraient pas toujours le résultat d'exploitation, ni de s'enliser dans le cynisme ambiant du « c'est comme ça » ou « ça ne me regarde pas ». La question, c'est de comprendre que si nous n'œuvrons pas à la destruction du capitalisme, la destruction de ses industries, de ses infrastructures, de ses entreprises, de ses chefs, nous collaborons à notre propre destruction.

En ce qui concerne les deux hommes brûlés vifs sur le site de Total, je peux dire que c'est un « miracle » qu'il n'y a pas plus de mutilés et de morts dans l'enfer pétrochimique où nous survivons. Mais il ne faut surtout pas croire tes yeux et tes oreilles, car malgré le fait qu'encore deux vies se sont éteintes, les tableaux d'affichages des scores d'accidents de travail restent partout au zéro. Au milieu de la magie noire, les engins mécaniques, monstrueux et gigantesques, les gaz mortels, les rayons cancérigènes, des milliers d'êtres se battent inconsciemment dans la bataille contre la mort, pour la survie.

Message depuis le bagne industriel d'Anvers.

Sabotons le train-train quotidien • Pendant la nuit, des inconnus ont coupé le courant des signalisations du chemin de fer reliant Bruxelles et Anvers. Des dizaines de trains à l'heure de pointe ont dû être supprimés et les retards allaient jusqu'à 45 minutes. Si les patrons, les professeurs et les employeurs dépendent de notre ponctualité à venir à l'heure pour se faire exploiter, si l'économie en général dépend de la fluidité des transports, voilà une manière simple pour leur mettre des bâtons dans les roues.

Même les vaches s'y mettent • Un citoyen-balance a appelé la police de la zone de Lasne pour signaler qu'une vache se baladait librement. A l'arrivée de la patrouille, la vache a bondi sur la voiture de police, lui défonçant le capot et le pare-brise. Le véhicule de police, livré au commissariat il y a à peine quinze jours, est désormais hors d'état de circuler. On ne saurait qu'encourager les vaches à continuer leur quête de liberté et leur envie de détruire, non seulement les véhicules des keufs mais aussi les véhicules des riches et des patrons, dans cette commune de Lasne qui est la plus riche de la Wallonie.

Sourire • Des nouvelles d'évasions nous font toujours sourire. Deux prisonniers se sont évadés du camp de déportation pour sans-papiers 127bis du tant haï Steenokkerzeel. Un mois auparavant, six prisonniers avaient tenté de s'évader de l'infâme village de l'horreur MerkSSplaSS. Pendant la nuit, ils ont cassé les carreaux, mis hors service les alarmes et grimpé les murs. Trois d'entre eux se blessent, restent derrière et sont arrêtés, mais les trois autres ont réussi à fuir. Bon courage aux évadés !

La police n'est pas notre ami, mais notre ennemi

Le 23 octobre, 4000 policiers manifestent contre la violence anti-police. À l'endroit, « la zone neutre » près de la rue de la loi, il est interdit à toute personne d'y manifester; et au même endroit, la veille, des policiers tabassent à sang des manifestants qui s'étaient réunis pour protester contre la politique migratoire de ce pays. Plusieurs politiciens et bourgmestres étaient présents (comme le chef de la NVA et bourgmestre d'Anvers Bart de Wever). Les syndicats de la police a déposé un préavis de grève du 29 novembre jusqu'au 2 janvier 2014, ils feront grève à la fin de l'année s'ils ne reçoivent pas de réponses directes à leur cri pour la hausse de la répression générale et spécifique dans certains dossiers. Cette lettre nous est parvenue depuis la prison de Saint-Gilles.

Je vous écris cette lettre car la police a récemment fait toute une propagande autour de la violence qui augmente contre la police.

Ce qui me frustre surtout c'est que cette action sournoise de la part de la police est montrée par les médias au monde extérieur. Le pire de tout sont encore les réactions des politiciens comme Bart de Wever qui est montré au journal télévisé en disant qu'il partage la douleur de la police et qu'ils feront tout pour vite résoudre le problème. C'est comme si on parle ici de saints qui dans cette société font tout pour protéger les citoyens contre tous les maux. Quelles grosses conneries !!! Ce sont de gros hypocrites !!! Ce sont justement eux le pire qui existe dans cette société. Leurs beaux costumes bleus bien repassés manipulent les citoyens pour qu'en coulisse, ils abusent de leur pouvoir.

Je suis quelqu'un qui l'a vécu en première personne. Et je ne suis pas le seul qui a fait cette expérience, il y en a beaucoup d'autres qui ont vu le vrai visage de la police. Et puis on nous demande pourquoi on ne porte pas plainte contre leurs actes cruels. Croyez-moi, j'ai fait des démarches pour qu'ils soient punis pour leurs actes criminels, mais il n'y a personne qui a l'oreille à ça. Est-ce que tout le monde est égal devant la loi ? Non !

C'est quoi la démocratie ? Un mot dans le vent pour rassurer les citoyens que chacun est égal devant la loi !!! Ce que j'essaie d'éclaircir c'est que l'on rende public aussi l'autre côté de l'histoire. Il y a une raison pourquoi on utilise de la violence contre la police. C'est seulement de cette manière-là qu'ils sont punis pour leurs actes criminels. Mais non, les gens croient seulement que qu'ils veulent bien croire. Ouvrez vos yeux et réveillez-vous ! C'est la dure réalité. Si l'on ne réagit pas aux actes criminels de la police, cela ne fera que s'empirer dans le futur. La police n'est pas notre ami, mais notre ennemi. Ils pensent qu'ils peuvent tout se permettre ! Et si personne n'a l'oreille à ça, on fera justice nous-mêmes. Et croyez-moi, chose promise, chose due.

30 octobre 2013, prison de Saint-Gilles

